



Le 6 novembre 2012

Mandatés par le CCE PSA, le cabinet SECAFI a présenté aux membres de la Commission économique le 2^{ème} volet de son expertise portant sur le dispositif industriel de groupe. La partie R&D n'a pas pu être abordée par manque de temps.

En bref :

- Le rapport pointe du doigt le fait qu'au-delà de l'aspect social la fermeture d'Aulnay plomberait les comptes de PSA dans les prochaines années et ne pourrait pas contribuer positivement à sa trésorerie avant 2017.
- Le rapport est critique vis-à-vis du projet de 1400 suppressions d'emplois à Rennes, qui ne prend pas en compte le rebond programmé de production en 2016, avec les renouvellements de C5 et 508. Il propose le redimensionnement du plan et des activités complémentaires pour passer le creux de la vague.

A) Le rapport étudie les éléments de la stratégie industrielle de PSA

- 1) Le rapport montre que la masse salariale de l'entreprise ne représente que 8,5 % du prix de revient d'une voiture de segment B. Les suppressions d'emplois n'ont d'impact qu'à la marge sur le prix des voitures. Le plan de 8000 suppressions d'emplois (soit 10 % de l'effectif PSA en France) à un impact-prix de 0,85 %. Un gain mineur pour un coût social très lourd.
- 2) SECAFI souligne la contradiction que représente la concentration des suppressions d'emplois sur les sites de Rennes et d'Aulnay alors que ce sont les 2 usines françaises les plus proches de l'objectif PSA d' « usine excellente » !

B) Le rapport étudie le dispositif industriel de PSA en Europe sur le segment B, les différents scénarios présentés par la direction et le projet de fermeture d'Aulnay.

- 1) La notion de « surcapacités » est liée aux objectifs de la direction en matière de taux d'utilisation des usines.
En effet, jusqu'à présent on estimait que le taux d'utilisation (dit Harbour) était atteint à 100 % lorsqu'une usine produit 16 heures par jour (en 2 équipes), 235 jours par an.
L'ensemble de la démonstration de surcapacités invoquées par la direction PSA repose sur un objectif de taux Harbour de 115 % (qui implique le travail du samedi) voire sur des capacités de production en 3 équipes production (24 heures sur 24).
Les perspectives de production à l'horizon 2016/2018, communiquées par la direction PSA, montre que le taux Harbour serait de 102 % en conservant toutes les usines. La fermeture d'Aulnay vise à porter ce taux à 111 %.
Il s'agit donc de priver les uns d'emplois tandis que les autres auraient à subir le sur-travail !
- 2) Les scénarios présentés ne prennent pas en compte les volumes de productions prévus, qui doivent remonter.
- 3) Le rapport critique les différentes hypothèses d'adaptation de la production, avancées par la Direction PSA car elles ne prennent en compte ni les coûts commerciaux ni les coûts sociaux.
 - a. Certains scénarios avancés par PSA ne répondent pas aux besoins de capacités de productions à venir.

- b. SECAFI considère que le scénario, évoqué dans le rapport Sartorius, de fermeture de Madrid à la place d'Aulnay, n'est pas envisageable en raison de l'avancement du prochain lancement de véhicule à Madrid.
- 4) Le rapport conteste le projet de fermeture d'Aulnay.
- c. SECAFI estime le coût de la fermeture à 250 M€ pour une économie annuelle future de 58 M€. Outre l'aspect social, cette opération aurait donc pour effet de plomber les comptes des prochaines années et ne contribuerait en rien au redressement de la trésorerie du groupe avant fin 2017.
 - d. Sans compter que le nouveau dispositif industriel ne permettrait pas de renouveler toutes les silhouettes actuelles et provoquerait donc un affaiblissement de la gamme des véhicules.

Constatant qu'à l'horizon 2016/2018, les usines de segments C (Sochaux, Vigo) seront surchargées par rapport aux usines de segment B, la CGT demande donc que soit étudié un scénario de répartition des productions entre toutes les usines, y compris Aulnay, en utilisant la possibilité de produire à Mulhouse des véhicules de segment C sur les 2 systèmes de production.

C) Le rapport étudie la situation de PSA sur le segment D et le projet de restructuration de l'usine de Rennes

Le rapport constate que le projet ne prend pas en compte le rebond d'activité attendu pour 2016 avec les renouvellements de C5 puis de 508 qui devraient générer 360 emplois.

SECAFI propose donc de redimensionner le nombre de suppressions d'emplois de Rennes et de rechercher des activités complémentaires pour aider à passer le creux de la vague.

D) Le rapport étudie les suppressions d'emplois prévues dans les secteurs de production des autres sites (hors Aulnay et Rennes)

Le rapport pointe la contradiction de la Direction PSA qui annonce en même temps des sureffectifs dans ces secteurs principalement à Poissy, Sochaux et des postes ouverts pour le reclassements des salariés de Rennes et d'Aulnay.

Rappel : les prochaines étapes du rapport SECAFI seront présentées les 12 novembre (R&D, stratégie et filière) et 15 novembre (social), avant le rapport définitif qui devrait être présenté fin novembre.

Poissy, le 6 novembre 2012